

Avec la croissance spectaculaire de son économie, la Chine est entrée dans une logique de puissance

Entretien avec Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie (depuis 2017), ambassadeur au Royaume-Uni (2014-2017) et ambassadeur en Chine (2011-2014)



Sylvie Bermann

Une thèse communément admise voudrait que le développement économique de la Chine et l'expansion d'une classe moyenne qu'il entraîne, devraient se traduire, à terme, par une libéralisation de son régime. Qu'en pensez-vous ?

C'est une thèse à la fois juste et erronée. Juste car une fois les premiers besoins satisfaits, les classes moyennes aspirent à plus de libertés, à la protection de l'environnement, à de meilleurs soins, et à une retraite garantie. L'action du gouvernement a porté d'abord sur les mesures environnementales en réponse aux préoccupations des citoyens chinois, exprimées souvent dans des manifestations de rue, plus qu'à des objurgations internationales. Pékin a été l'un des premiers grands pays à ratifier l'accord de Paris sur le climat et à prendre des mesures drastiques et efficaces pour lutter contre la pollution. De fait Pékin a cessé d'être l'une des villes les plus polluées au monde. D'autres mesures de nature sociale et économique ont été adoptées. Mais le domaine politique et des libertés publiques constitue une ligne rouge pour le régime. Si à cet égard il y a eu aussi des améliorations en 40 ans, il n'y a pas d'automatisme entre croissance économique et libéralisation du régime, qui a plutôt évolué vers davantage de contrôle. Le système de « *crédit social* » fondé sur une reconnaissance faciale généralisée est sans précédent. En outre, le ralentissement économique est inévitable et la première préoccupation des jeunes est d'obtenir un emploi. La population est aujourd'hui largement dépolitisée. La Chine n'a pas de véritable tradition démocratique, l'héritage impérial et maoïste reste prégnant. L'accession de la Chine

à la richesse et à la puissance la conduit de surcroît à rejeter toute ingérence extérieure sur ces questions. Elle est encline à définir des « valeurs asiatiques » qu'elle met en opposition avec des valeurs occidentales dont elle conteste l'universalité¹, oubliant que l'un des principaux inspirateurs et rédacteurs de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 était justement chinois, le docteur P.C. Chang, qui a convaincu ses co-rédacteurs du bien-fondé des valeurs confucéennes. Le dossier n'est certainement pas clos pour les générations à venir.

Xi Jinping a décidé en 2018 de rester à la tête du pays sans limite de temps. Un régime de parti unique peut-il tenir longtemps dans un contexte d'après-Guerre froide ?

Jamais depuis Deng Xiaoping, un dirigeant chinois n'aura concentré autant de pouvoirs à la tête du Parti, de l'État et de l'armée. Sa décision de revenir sur la règle édictée par Deng Xiaoping, aussi bien en termes de durée du mandat que de collégialité, peut s'expliquer certes par le goût du pouvoir et par la volonté de se protéger des ennemis générés par une politique de lutte systématique contre la corruption mais aussi et surtout parce que Xi Jinping, comme Deng Xiaoping, a conçu un véritable projet de long terme pour la Chine. Or, il a besoin de temps devant lui pour éviter que cette vision, « *le rêve chinois* », désormais inscrit dans la constitution, soit remise en cause par son successeur. Dans ce type de régime, où le successeur est en principe connu plusieurs années à l'avance, le dirigeant en titre devient vite un canard boiteux et le dauphin désigné une cible. La détermination de Xi Jinping à aboutir à la trans-

1 : Cf. l'entretien avec le philosophe des droits de l'homme Guy Haarscher dans Défense n°200.

formation de la Chine à des échéances symboliques, « *les deux centennaires* », celui de la création du Parti communiste en 2021 où la Chine deviendrait une « *société de moyenne aisance* », puis celui de la fondation de la République populaire de Chine en 2049 qui consacrerait la Chine comme grande puissance respectée : « *un pays socialiste moderne, prospère, puissant, démocratique, civilisé et harmonieux* ». La chute du Mur de Berlin, dont nous célébrons en ce moment même le 30^e anniversaire, s'était accompagnée de l'illusion de « *la fin de l'histoire* » incarnée par la victoire de la démocratie et de l'économie libérale. Or, force est de constater que la tendance est plutôt aux hommes forts et aux régimes autoritaires, qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie, de la Turquie ou encore de la Hongrie. Si pour nous Européens de l'Ouest, la démocratie reste selon la célèbre formule de Churchill « *le pire des systèmes à l'exception de tous les autres* », et même si la qualité de vie et le niveau de liberté européens suscitent toujours l'envie, les dirigeants des pays cités précédemment ont beau jeu de faire valoir aujourd'hui que nos systèmes sont désormais en crise et n'offrent plus un modèle économiquement ou politiquement performants (Trump, Brexit, populisme italien, gilets jaunes...) et que la volonté de plaire aux électeurs à la veille d'élections trop nombreuses empêche une vision de long terme. Il est donc probable que coexisteront, du moins dans un avenir proche, deux types de gouvernance dans le monde.

La corruption et les problèmes économiques pourraient-ils couler le régime ?

Le taux de croissance de l'économie chinoise est à peine de plus de 6 %, ce qui incidemment constituerait un rêve pour les pays occidentaux. Le ralentissement économique est le plus sévère depuis 30 ans. Il était anticipé car une croissance spectaculaire n'était pas tenable pendant plus de 30 ans. Le développement a été relativement aisé en période de rattrapage mais ensuite la Chine est entrée « *en eaux profondes* », ce qui signifie qu'elle fait nécessairement face à de nombreux problèmes économiques en même temps : vieillissement de la population, qui n'a pas été endigué par la fin de la politique de l'enfant unique, chômage, fort endettement des provinces, inéga-



Sur la place Tian'anmen à Pékin. Malgré d'indéniables difficultés, le régime chinois poursuit sa progression vers le 1^{er} rang de la puissance mondiale.

lités sociales et régionales, corruption. Ce ralentissement a été aggravé par la guerre commerciale et technologique américaine et génère une baisse du niveau de vie ainsi qu'une insatisfaction de la population. La lutte contre la corruption est une entreprise de longue haleine, jugée indispensable et même « *une question de vie ou de mort pour le Parti* » selon Xi Jinping qui n'a pas oublié que c'est l'extrême corruption des nationalistes du Kuomintang qui a conduit à la victoire des communistes en 1949. Cela étant, les purges massives, non dénuées parfois de motivations politiques, ont touché des centaines de milliers de cadres et créé un climat de peur qui conduit à une certaine paralysie dans le secteur privé, pourtant le plus créateur de richesses, d'emplois et d'innovations. Pour autant le régime est verrouillé. Malgré les difficultés indéniables, la Chine poursuit sa progression vers le 1^{er} rang de la puissance mondiale. La dynamique se poursuit avec les réussites mondiales d'Alibaba, de Huawei qui paie le prix de son succès, l'avance en matière de 5G, les progrès de la conquête spatiale etc.

Photo: Héliosix / Woolka-Six



La frégate Weifang quitte le port de Qingdao (province de Shandong) le 29 août 2019 pour une mission d'escorte du trafic commercial dans le golfe d'Aden. La modernisation de l'appareil militaire, en particulier la Marine, est devenue une priorité.

Photo: Xinhua / Zheng / Ministère de la défense chinois

La montée en puissance militaire de la Chine, et notamment le développement considérable de sa marine de guerre vise, selon-vous, quelles fins ?

La Chine avec la croissance spectaculaire de son économie est entrée dans une logique de puissance. La modernisation de l'appareil militaire, qui accusait un retard, est devenue une priorité. La Chine cherche à protéger ses intérêts économiques partout dans le monde, où ses citoyens sont de plus en plus présents comme en Afrique. Elle a tiré la leçon de l'évacuation improvisée en urgence de 35 000 ressortissants de Libye en 2011 en se dotant des capacités de projection et d'une importante base militaire à Djibouti. Dans son voisinage, elle a renforcé ses capacités maritimes, dans un premier temps pour ne pas se heurter aux sous-marins américains proches de ses côtes en mer de Chine méridionale. Elle développe une politique perçue comme agressive par ses voisins en construisant des installations autour des îles ou récifs pour accroître la superficie des eaux territoriales ou de la zone économique exclusive.

Un conflit dur avec les Américains est-il possible ?

Lorsqu'on évoque aujourd'hui les relations sino-américaines, la notion de piège de Thucydide

vient souvent à l'esprit. L'historien grec a décrit les ressorts de la guerre, inévitable, du Péloponnèse lorsque la puissance dominante mais désormais déclinante, Sparte, s'est sentie menacée par la puissance émergente et jugée provocatrice, Athènes. Les deux parties ont été perdantes. Washington est aujourd'hui dans le rôle de Sparte et Pékin dans celui d'Athènes, alors que Xi Jinping n'hésite pas à affirmer ses ambitions et ses succès contrairement à l'attitude prudente de Deng Xiaoping qui avait conseillé de cacher ses talents en attendant son heure. Donald Trump, obsédé par la montée en puissance de la Chine l'a définie comme *l'ennemi stratégique n°1* et s'efforce de contenir son développement en adoptant des mesures de rétorsion contre les importations chinoises lourdement taxées. Le président américain s'est vanté récemment d'avoir empêché la Chine d'être devenue la 1^{ère} puissance mondiale. Les effets ont certes été négatifs sur l'économie chinoise, mais ce conflit commercial a aussi des incidences sur la croissance mondiale et peut-être à terme sur celle des États-Unis. Il est vraisemblable, accord ou pas, que la concurrence commerciale et technologique restera une donnée permanente des relations entre les deux pays. En revanche, même si les tensions se poursuivent dans la zone, un conflit militaire est exclu et Washington compte sur Pékin pour amener la Corée du Nord à la raison.

La crise avec Hong Kong, remet-elle en question la formule « un pays, deux systèmes » ?

Malgré la radicalité et la violence de la crise à Hong Kong, il n'y a pas d'alternative à cette formule. Pékin ne peut pas mettre la main sur Hong Kong et, sauf cas de force majeure, essaie de se tenir à l'écart. Un durcissement était déjà intervenu avec l'arrestation de libraires, mais la crise actuelle résulte à la fois d'un mécontentement social de la part des jeunes privés d'accès au logement et de la maladresse de la chef de l'exécutif. Carrie Lam a adopté une loi d'extradition pour empêcher les criminels de se réfugier à Hong Kong. Or cette loi permettait également l'extradition vers la Chine d'opposants, ce qui a été jugé intolérable pour les jeunes Hongkongais. De pacifique, l'opposition est devenue violente avec des revendications plus radicales et totalement inacceptables pour Pékin, qui ne peut pas donner raison à la rue de crainte d'une contagion sur le continent. La Chine a laissé Carrie Lam et la police de Hong Kong gérer la crise. Ils ont montré pour la première sa faiblesse et pour la seconde son

inexpérience. La loi a été retirée mais trop tard. La Chine met en avant les excès, attendant que les hommes d'affaires, soucieux des conséquences négatives et des risques de transferts vers Singapour, réagissent. Ils jouent le pourrissement de la situation sachant que la situation de la Chine et de Hong Kong se sont inversées. Autrefois poule aux œufs d'or de la Chine et protégée par la puissance de Londres, aujourd'hui Hong Kong doit son sauvetage après la crise économique asiatique de 1998, à la Chine continentale et aux millions de touristes du continent autorisés à venir consommer à Hong Kong. L'image d'une intervention militaire serait catastrophique pour la Chine même si elle sait que la communauté internationale est relativement indifférente et que personne n'interviendra. Mais le plus important pour elle est sûrement le modèle offert à Taïwan, avec des avantages qu'elle promet supérieurs. Un échec de la politique *un pays, deux systèmes* à Hong Kong conduirait à une perte de confiance irréversible à Taïwan. Or ce territoire fait partie des intérêts vitaux de la Chine qui entend achever la restauration de l'unité du pays, « *unfinished business* » hérité de Mao et de Deng Xiaoping.



La silhouette de la frégate chinoise Hefei dans la mer de Chine du sud, vue du groupe du porte-avions américain Carl Vinson en février 2018. Des eaux contestées de plus en plus chaudes.

Photo U.S. Navy / Matthew Granito

Vous êtes depuis septembre 2017 ambassadeur de France en Russie. Quel partenaire la Russie représente-t-elle pour la Chine ?

Les relations entre la Russie et la Chine ont considérablement évolué au cours des dernières années. Xi Jinping a même affirmé récemment que Vladimir Poutine était son meilleur ami. C'est très largement une relation *top down* fondée sur une entente entre les deux hommes forts à la tête de ces pays. Xi Jinping a été à la fois l'invité d'honneur du Forum asiatique de Vladivostok en septembre 2018 et celui du Forum européen de Saint-Petersbourg en mars 2019, à l'instar du président Macron l'année précédente. Cette situation est naturellement liée à la détérioration des liens entre Pékin et Washington alors que les États-Unis cherchent également à contenir Moscou. Il ne s'agit pas d'une alliance en bonne et due forme – la Chine n'a pas d'allié – mais d'une entente fondée sur des intérêts concrets et notamment des positions communes au Conseil de sécurité, où les deux capitales luttent contre toute tentative d'ingérence, au nom de considérations humanitaires, dans les affaires intérieures d'un

pays. Les relations sont asymétriques compte tenu du poids démographique et économique de la Chine. Mais la Russie, à la faveur de la guerre en Syrie, est aujourd'hui en mesure de jouer un rôle dominant dans l'ensemble du Moyen-Orient où elle parle à tout le monde, des Israéliens aux Iraniens en passant par les Saoudiens. Elle se réinvestit en Amérique latine et en Afrique avec la tenue, à Sotchi en octobre, d'un premier sommet et forum économique russo-africain. Les deux pays trouvent donc un avantage à l'affichage de ce partenariat renforcé. Les signes en sont multiples : doublement des échanges commerciaux d'ici à 2024, « *contrats du siècle* » de fourniture de gaz et de pétrole, MOU avec Huawei sur la 5G, coopération spatiale, construction d'un avion russo-chinois, vente de matériel militaire sophistiqué (S-400 et Sukhoi SU-25), manœuvres militaires communes... Le moins qu'on puisse dire est que Donald Trump n'a pas suivi le conseil avisé de Kissinger pour Washington d'avoir avec Pékin et Moscou séparément de meilleures relations que ces deux capitales entre elles...

Propos recueillis par Sophie Jacquin 53^e SN
Politique de défense*



Photo globallookpress.com/Kremlin

Les présidents russe et chinois lors d'un sommet de l'APEC à Danang au Vietnam. Un partenariat renforcé qui est une épine dans la stratégie américaine.